Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ITINÉRANCE : LES INVESTISSEMENTS DANS LES RÉGIONS

DGE
DIRECTION GÉNÉRALE
DES ENTREPRISES

Document réalisé par le bureau de la réindustrialisation (contenu)
et le bureau de la communication (conception graphique) de la DGE

Copyright de la couverture : **Getty**Images

- Novembre 2018 -

INTRODUCTION

A l'occasion de la célébration du centième anniversaire de l'Armistice de 1918, le Président de la République, Emmanuel MACRON, a visité les régions Grand Est et Hauts-de-France du dimanche 4 au samedi 10 novembre 2018.

L'itinérance mémorielle du Président de la république au cœur des régions Grand Est et Hauts-de-France a également été l'occasion de souligner l'exceptionnelle capacité de rebond de ces territoires, meurtris par les dommages de la Grande guerre et lourdement touchés depuis quarante ans par la mutation des industries qui ont structuré leur activité et forgé leur identité.

Territoires d'industries lourdes, minières et métallurgiques, les régions Grand Est et Hauts-de-France ont particulièrement été frappées par la crise économique et les effets de la désindustrialisation.

Malgré ces difficultés, les régions Grand Est et Hauts-de-France ont su se réinventer en profitant pleinement de la dynamique européenne et en se saisissant de projets autour des enjeux de transition énergétique, de développement durable et de renouvellement agricole.

Choose !
CHOOSE GRAND EST

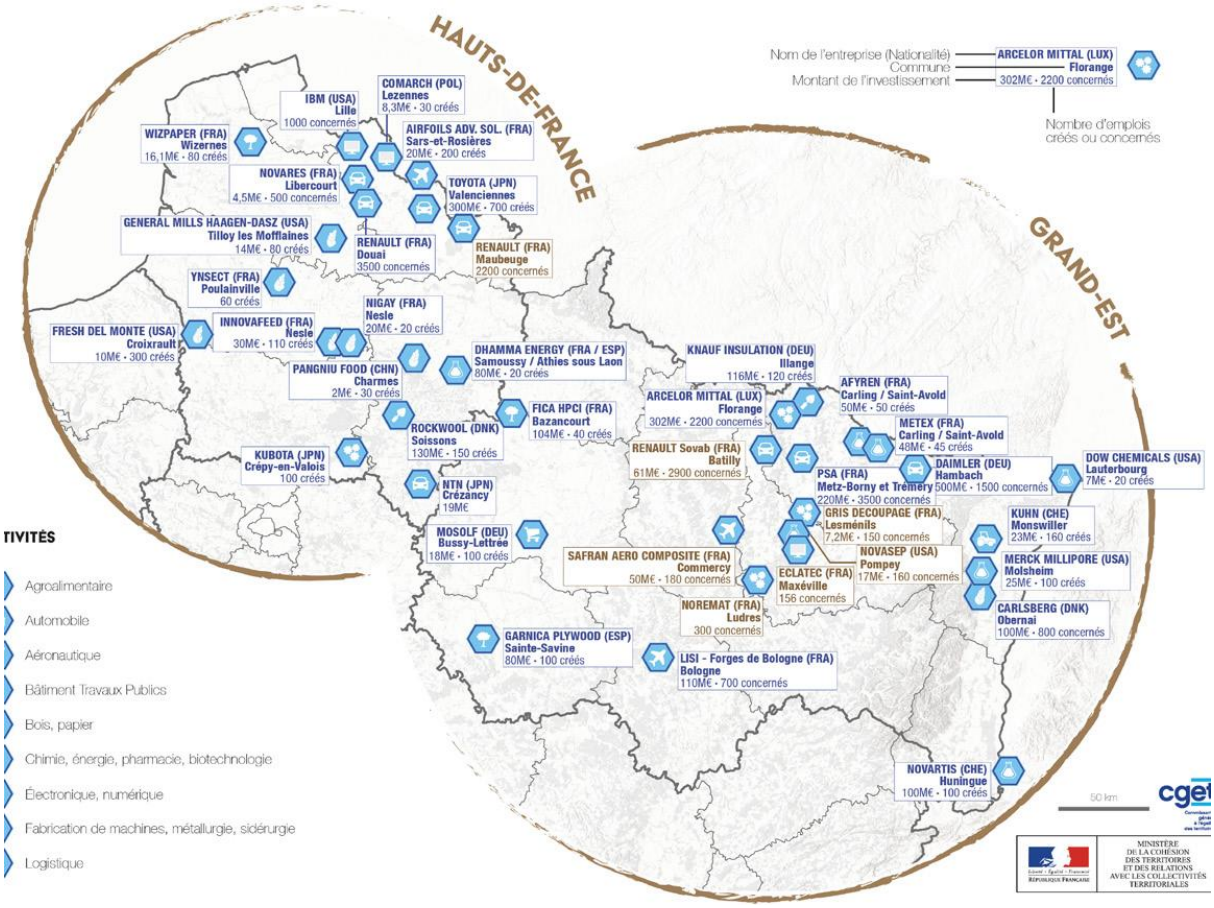
C'est à Pont-à-Mousson, dans le Grand Est, que le Président de la République a choisi d'organiser la première déclinaison régionale du sommet national sur l'attractivité. Lundi 5 novembre, « Choose Grand Est », en présence du Président de la République et de six ministres, a permis de réunir près de cinq cents acteurs économiques qui font le dynamisme de ce territoire.

Par ailleurs, les ministres présents ont visité plusieurs entreprises de la région Grand Est, Noremat à Ludres, Gris Découpage à Lesménils, Safran Aero Composite à Commercy, SOVAB (filiale de Renault) à Batilly et Eclatec à Toul.

En Hauts-de-France, le Président de la République s'est rendu le 8 novembre à l'usine Renault de Maubeuge.

Ce document réalisé grâce à la mobilisation des RUI, des équipes des Direccte et des préfectures des régions Grand Est et Hauts-de-France met en valeur un ensemble d'investissements majeurs qui illustrent le dynamisme économique et industriel des deux régions de l'itinérance, résolument engagées pour affronter les enjeux d'avenir : mobilité, santé, nutrition, transition écologique…

Hauts-de-France et Grand Est : des territoires français, riches d'une identité industrielle historique forte, dotés d'un positionnement géographique au cœur des axes européens, et bénéficiant de leviers forts pour relever les défis de l'industrie du futur.



Source : Dossier de presse Itinérance

Les principaux investissements de l'industrie dans le Grand Est et dans les Hauts-de-France

En région Grand Est, ces 20 projets représentent 1 900 millions d'euros d'investissement, 835 emplois créés et 12 400 emplois préservés.

En région Hauts-de-France, ces 18 projets représentent 650 millions d'euros d'investissement, 2880 emplois créés et 6200 emplois préservés.

SOMMAIRE

Introduction 3

Région Grand Est 6

AFYREN 7
ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE (AMAL) 8
CARLSBERG 9
DAIMLER SMART 10
DOW CHEMICAL 11
FICA-HPCI (Européenne de Biomasse) 12
GARNICA PLYWOOD 13
KNAUF INSULATION 14
KUHN 15
LISI FORGES DE BOLOGNE 16
MERCK MILLIPORE 17
METEX 18
MOSOLF 19
NOVARTIS 20
PSA 21
SOVAB 22

Région Hauts-de-France 23

AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS 24
COMARCH 25
DHAMMA ENERGY 26
FRESH DEL MONTE 27
GENERAL MILLS 28
IBM 29
INNOVAFEED 30
KUBOTA 31
MAUBEUGE CONSTRUCTION AUTOMOBILE (MCA) 32
NIGAY 33
NOVARES 34
NTN 35
PANGNIU FOOD 36
RENAULT DOUAI 37
ROCKWOOL 38
TOYOTA 39
WIZPAPER 40
YNSECT 41

RÉGION GRAND EST

150 milliards € de PIB

Une région française tournée vers l'Europe…

Le Grand Est partage 800 km de frontières avec quatre pays : la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse. Cet atout lui confère une place privilégiée au sein de l'Europe et contribue à son fort degré d'internationalisation et à la puissance de son commerce extérieur.

bénéficiant d'un tissu productif régional industriel puissant…

L'industrie représente 19,6 % de la valeur ajoutée régionale (source INSEE : base 2015). Deuxième région industrielle de France, le tissu productif du Grand Est s'appuie sur une industrie traditionnelle puissante et diversifiée dans plusieurs secteurs de forte spécialisation : métallurgie et fabrication d'équipements et de machines, industries du bois et industries agroalimentaires.

Ce secteur fournit 15,8 % des emplois de la région, soit une part plus importante que la moyenne de l'ensemble des régions françaises (12,4 %).

et qui s'oriente vers des filières d'excellence et d'avenir.

La région bénéficie d'un écosystème riche d'acteurs au service de l'innovation et du transfert de technologie dans des domaines reconnus (santé, bio-économie, conception et fabrication de matériaux).

Elle compte 6 pôles de compétitivité qui constituent des leviers de croissance et d'emploi pour son savoir-faire industriel. Plusieurs filières se sont organisées autour de savoir-faire structurants de l'économie ou de marchés prometteurs. Par ailleurs, la région Grand Est compte une métropole labellisée French Tech : LORN'nTECH (Epinal, Nancy, Metz, Thionville).

AFYREN

Région Grand Est

50 M€
investis pour déployer une unité de production de chimie verte

50
créations d'emplois prévues sur la plateforme de Carling (Moselle)

Fondée en 2012, AFYREN est une société spécialisée dans le développement de procédés en biotechnologie (microbiologie et bioprocédés pour la valorisation de la biomasse non alimentaire) et la production de molécules bio-sourcés. L'entreprise, qui compte une quinzaine de salariés, souhaite se lancer dans l'industrialisation de sa technologie unique de bio-production de molécules naturelles, développée et testée sur son démonstrateur à Saint-Beauzire (Puy-de-Dôme). Le défi industriel consiste à produire par un procédé de fermentation, sans utilisation d'OGM, des acides organiques (aujourd'hui fabriqués de façon pétrochimique) et des engrais bio-sourcés à partir de coproduits de la filière sucrière (pulpe betteravière notamment). Les marchés visés sont dans l'alimentation animale et humaine, les arômes et parfums, la cosmétique, la synthèse chimique et la pharmacie.

La société se fixe pour objectif de finaliser les études d'ingénierie, et le processus d'autorisation administrative courant 2019, puis de lancer la construction de l'unité industrielle dans la foulée.

Ce projet, évalué à 50 M€ d'investissements, devrait permettre de créer 50 emplois directs et 150 emplois indirects. AFYREN finalise la levée de fonds avec plusieurs partenaires financiers.

Son implantation projetée sur la plateforme de Carling présente pour l'entreprise de nombreux avantages parmi lesquels l'appui technique et financier de TOTAL, la présence de synergies industrielles avec les acteurs de la plateforme, et sa position géographique vis-à-vis des fournisseurs de matières premières et des futurs grands clients de l'entreprise (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, France).

Ce projet d'implantation d'une nouvelle entreprise très innovante dans le domaine de la chimie verte sur la plateforme de Carling participe à la mutation du site, naguère dédié à la carbochimie puis la pétrochimie, vers la chimie verte.

Par ailleurs, ce projet bénéficiera du soutien de l'Etat, à travers l'octroi d'une prime d'aménagement du territoire[1] (PAT) de 720 000 €.

[1] La prime d'aménagement du territoire (PAT) est une subvention destinée à soutenir l'investissement et la création d'emplois pérennes dans les territoires défavorisés. Elle est octroyée par le Ministre de la Cohésion des Territoires.

ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE (AMAL)

Région Grand Est

67 M€

investis qui ont permis de développer la production d'acier pour le marché de l'automobile.

2 200

emplois préservés

Avec plus de 5400 salariés en Grand Est, ARCELORMITTAL, leader mondial de la production d'acier, est le deuxième plus gros employeur de la région après PSA. Il produit de l'acier à destination de nombreux secteurs industriels, tels que l'emballage et l'électroménager, mais surtout pour l'industrie automobile qui constitue son principal marché.

En 2012, le groupe avait décidé la mise à l'arrêt des installations liées à la phase liquide situées à Hayange en Moselle (agglomération, aciérie, coulée continue et haut-fourneau) tout en conservant la cokerie ainsi que l'aval : le laminoir à chaud et le finishing (lignes de transformation avales) situés à Florange où travaillent près de 2200 salariés.

Dans ce contexte de fermeture, le groupe a pris des engagements pour :

- la réalisation d'investissements qui ont permis de développer la production d'acier à haute valeur ajoutée pour le marché de l'automobile. Il est prévu d'atteindre 302 M€ fin 2018, grâce notamment à la création d'une nouvelle ligne de galvanisation.

- la conduite du projet LIS qui vise à réduire l'émission de CO2 et qui va se concrétiser prochainement sur un démonstrateur industriel en France.

Au-delà d'AMAL, il convient de noter la présence d'un réseau étendu de sites de transformation et de distribution de l'acier représentant plus de 2000 emplois. A signaler également la présence historique à Maizières-lès-Metz (57) du principal centre de R&D du groupe qui compte 580 collaborateurs et vient de fêter ses 60 ans.

AMAL a bénéficié de 11 M€ au titre du programme d'investissements d'avenir (PIA) pour le développement de procédés innovants de captage et valorisation du CO2 ainsi que pour son centre de R&D de Maizières-lès-Metz.

CARLSBERG

Région Grand Est

100 M€

investis pour un projet de modernisation du site de production

800

emplois préservés sur le site d'Obernai (Bas-Rhin)

Le groupe danois CARLSBERG est le 3ème brasseur mondial, leader sur de nombreux marchés européens et asiatiques. Carlsberg regroupe les marques Carlsberg, 1664, Grimbergen, Kronenbourg, Pilsner ou encore Tuborg.

La société compte plus de 40 000 employés dans le monde et dispose d'une présence commerciale dans 150 pays. CARLSBERG est implanté en France depuis le rachat du britannique Scottish Newcastle en 2008 qui a permis l'acquisition de la société Kronenbourg, ancrée en Alsace depuis 1664.

Premier brasseur français, Kronenbourg possède son siège social et son site de production à Obernai (près de Strasbourg), ainsi qu'une plateforme marketing et commerciale à Boulogne-Billancourt. C'est par ailleurs sur le site d'Obernai que le Groupe CARLSBERG a établi son centre mondial d'innovation et de développement en 2014. Au total, CARLSBERG emploie environ 1200 personnes en France.

Lors de la visite d'Etat du Président au Danemark fin août, CARLSBERG a annoncé son intention d'investir 100 M€ dans sa brasserie Kronenbourg, dont les 50 ans seront célébrés l'an prochain. Cet investissement a pour objectif de moderniser la brasserie, d'accroître ses capacités et de renforcer sa performance environnementale. Un projet destiné à accompagner la progression des ventes et des volumes de production de sa filiale, en croissance régulière dans l'Hexagone grâce à la diversification de sa gamme de bières.

DAIMLER SMART

Région Grand Est

500 M€

investis pour déployer un projet de motorisation 100 % électrique

1 500

salariés seront mobilisés sur le site de Hambach (Moselle)

Plus de vingt ans après son inauguration, l'usine DAIMLER SMART va se transformer pour accompagner la mutation de l'univers automobile.

A partir de 2020, le site de Hambach (surnommé «Smartville»), choisi par le groupe DAIMLER AG (Mercedes Benz et Smart), notamment en raison de l'expertise de ses 1 500 salariés, produira exclusivement des moteurs 100 % électrique.

Cet investissement de 500 M€ aura notamment pour vocation d'adapter le site à la production du premier modèle électrique de marque MERCEDES, aux côtés des SMART déjà fabriquées sur place. La révision de l'organisation des chaînes de l'usine sera accompagnée d'un plan de qualification des salariés. Cette nouvelle orientation industrielle du site sera également accompagnée par un important programme de préservation de l'environnement « Usine verte » qui prévoit la neutralité carbone pour les besoins énergétiques de l'usine (0 rejet CO2 d'origine fossile), le recyclage total des déchets ainsi que la mise en œuvre de procédés respectueux de l'environnement mettant en œuvre les meilleures technologies disponibles.

Ce choix récompense la longue expérience de l'usine de Hambach en matière de production électrique ainsi que la mobilisation de ses salariés, notamment leurs efforts de compétitivité consentis dans le cadre du "pacte 2020" de l'entreprise.

DOW CHEMICAL

Région Grand Est

7 M€

investis pour
une nouvelle unité de
production

250

employés sur le site de
Lauterbourg (Bas-Rhin)

DOW a débuté ses activités commerciales en France il y a 55 ans. Depuis lors, la présence du groupe a connu une croissance régulière et compte aujourd'hui environ 1300 collaborateurs. En 2017, DOW France a investi plus de 25 M€ pour améliorer la production et l'empreinte environnementale de ses différents sites en France.

Le site de Lauterbourg (Bas-Rhin) qui emploie 250 salariés, est spécialisé dans la fabrication d'additifs pour peintures et revêtements utilisés principalement dans les vernis, les peintures décoratives, l'imagerie digitale, la fabrication du cuir, du papier et des textiles tissés et non-tissés ainsi que des additifs pour plastiques, une gamme d'agents de mise en œuvre et de modifiants-chocs pour améliorer les performances du PVC et des plastiques techniques, utilisés principalement dans l'emballage, l'automobile, le bâtiment et les biens de construction. Le site est par ailleurs engagé sur deux projets d'investissement à des stades d'avancement différents.

La célébration des 60 ans du site marquait le début des travaux de construction d'une future unité qui rendra les peintures encore plus propres – un investissement de 7 M€ porté intégralement par le groupe.

Cette nouvelle unité d'une capacité initiale de 40 000 tonnes de produit par an servira à purifier le latex de tout composé organique volatil, selon un procédé d'extraction à la vapeur d'eau, en vue de fabriquer des peintures décoratives à faibles émissions. Avec ce nouveau procédé, Dow franchit un pas supplémentaire dans le domaine des peintures très propres, pour répondre aux dernières normes environnementales et les anticiper dans certains cas.

Les travaux devraient débuter d'ici fin 2018 et durer jusqu'en juin 2019.

Par ailleurs, DOW étudie la faisabilité d'un autre projet encore plus ambitieux destiné à accueillir la construction d'une nouvelle unité de production qui augmentera de manière significative la capacité de production du site et qui sera susceptible de créer entre 10 et 20 emplois supplémentaires.

FICA-HPCI (Européenne de Biomasse)

Région Grand Est

104 M€

investis pour une unité de production de biocombustible

40

emplois créés sur le site de Pomacle-Bazancourt (Marne)

EUROPEENNE DE BIOMASSE investit 104 M€ dans sa tête de série industrielle, à Pomacle-Bazancourt (Marne), pour la fabrication du biocombustible 100% EnR « HPCI Black pellets ».

Le biocombustible HPCI Black pellet peut substituer le charbon dans les centrales existantes : réseaux de chaleurs, industriels et producteurs d'électricité (par exemple, la centrale EDF de Cordemais).

La construction de cette usine constitue une première mondiale. PME française innovante, EUROPÉENNE DE BIOMASSE a développé et protégé le processus de fabrication du granulé HPCI-Black pellet, 100% EnR, dont les qualités intrinsèques sont compatibles avec les installations charbon : pouvoir calorifique, peu d'émission de poussières (explosivité et maladies professionnelles), hydrophobie (stockage à découvert).

En tant que concepteur de projets, EUROPEENNE DE BIOMASSE s'est donné pour rôle d'être un catalyseur-intégrateur pour les acteurs locaux, les fournisseurs de technologies et de biomasses et les partenaires financiers. C'est pourquoi le développement de la filière HPCI est duplicable.

C'est le cas de FICA-HPCI qui réunit EUROPEENNE DE BIOMASSE, le Fonds d'investissement Meridiam et la Banque des territoires. FICA-HPCI participe au développement d'une économie circulaire et locale. Le projet devrait permettre la création de 40 emplois directs et 310 emplois indirects.

EUROPEENNE DE BIOMASSE a bénéficié d'une aide de 1 M€ sur le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA).

Par ailleurs, ce projet bénéficiera du soutien de l'Etat, à travers l'octroi d'une Prime d'aménagement du territoire de 360 000 €, soit 12 000 € par emploi créé.

GARNICA PLYWOOD

Région Grand Est

80 M€
investis pour la création d'une usine modèle de production de contreplaqué

300
emplois créés à Troyes (Aube)

Entreprise familiale fondée en 1941, GARNICA possède actuellement six sites de production, cinq en Espagne et un à Samazan, en Nouvelle Aquitaine, et compte 1 100 employés. L'entreprise est présente dans plus de 45 pays répartis sur les 5 continents, et travaille principalement en Europe occidentale et aux États-Unis. Les produits en contreplaqué de GARNICA sont destinés à des applications comme la décoration, le mobilier, la construction, les caravanes et le nautique.

À la fin de l'année 2018, GARNICA prévoit d'atteindre un chiffre d'affaires de 250 M€ et une capacité de production de 350 000 m^3 de contreplaqué. Depuis 2010, l'entreprise produit en France environ 145 000 m^3 de placage par an avec son usine de Samazan.

S'appuyant sur une innovation continue, et une croissance annuelle moyenne de 14 % ces dernières années, GARNICA a initié un nouveau projet en France afin de renforcer son plan de croissance ambitieux.

Il ambitionne de créer une usine modèle à Troyes de 40 000 m^2, pour un montant d'investissement de 80 M€, qui emploiera, d'ici à 2025, 300 personnes et génèrera près de 500 emplois indirects supplémentaires, principalement en zone rurale, dans le secteur de la construction, de la populiculture et de l'industrie de la forêt et du bois.

La mise en service de cette nouvelle usine est prévue pour 2020. La première phase d'investissement représentera un montant de 40 M€ et génèrera 100 emplois directs.

Le choix de Troyes a été motivé par la disponibilité de la matière première, le peuplier, et de la main-d'œuvre, la qualité de ses infrastructures et de ses moyens de communication, ainsi que la proximité avec les clients.

Par ailleurs, ce projet bénéficiera du soutien de l'Etat, à travers l'octroi d'une Prime d'aménagement du territoire de 720 000 €, soit 6 000 € par emploi créé.

KNAUF INSULATION

Région Grand Est

116 M€
investis pour
un nouveau site de
production de laine
de roche

120
emplois créés
sur le site d'Illange
(Moselle)

Entreprise familiale, le Groupe KNAUF a été créé en 1932 à Perl, en Sarre (Allemagne). Spécialisé dans les matériaux et les systèmes de construction, le groupe compte aujourd'hui 220 usines et sites de production dans 80 pays.

La société KNAUF a choisi le site d'Illange, en Moselle pour y implanter son nouveau site de production de laine de roche, produit reconnu pour ses performances thermiques, acoustiques et de protection incendie et utilisé principalement dans l'isolation des bâtiments : façades, murs, toiture, etc. Le site d'Illange affiche de nombreux atouts. Il est notamment très bien connecté aux réseaux de transport régional, national et international.

Cette nouvelle usine dont la mise en service est programmée pour fin 2019, aura une capacité de production annuelle de 110 000 tonnes, majoritairement destinée aux marchés français et allemand.

KNAUF INSULATION investit 116 M€ dans cette installation qui occupera 15 hectares. Elle permettra la création de 120 emplois en CDI auxquels s'ajouteront environ 300 emplois indirects et induits. Les recrutements sont d'ores et déjà en cours et des formations sont programmées afin que les nouveaux collaborateurs soient opérationnels dès la mise en service de l'usine.

En France, le secteur du bâtiment est le plus gros consommateur d'énergie de tous les secteurs économiques. Il représente 43% des consommations énergétiques françaises, soit 1,1 tonne équivalent pétrole par an et par habitant. La France s'est dotée d'un ambitieux « Plan de rénovation énergétique des bâtiments » et se positionne, à ce titre, comme le leader européen dans ce domaine. Le site d'Illange participe ainsi activement aux objectifs du « Plan de rénovation » de réduire de 28 % la consommation d'énergie finale dans le secteur du bâtiment en 2030 et ramener l'ensemble du parc immobilier au niveau du BBC d'ici 2050.

Le Groupe KNAUF qui compte déjà 12 usines dans l'Hexagone, y compris une usine de laine de verre à Lannemezan, dépassera avec cette nouvelle implantation le seuil des 2000 employés en France.

Par ailleurs, ce projet bénéficiera du soutien de l'Etat, à travers l'octroi d'une Prime d'aménagement du territoire de 1,3 M€, soit 11 000 € par emplois créés. La mobilisation des aides publiques (Etat et collectivités) a été décisive pour capter ce projet d'investissement internationalement mobile, pour lequel le territoire d'Illange était en concurrence avec le Luxembourg. En effet, dans un contexte de compétition accrue entre les territoires européens pour attirer les meilleurs projets, la puissance publique française, a su travailler en mode projet, grâce à la procédure Fast-Track, pour proposer une offre globale d'accompagnement du projet allemand associant tous les acteurs (Etat, collectivités, opérateurs) et localiser ce projet sur le territoire national.

KUHN

Région Grand Est

23 M€
investis pour le déploiement de nouvelles lignes de production

160
créations d'emplois envisagées sur le site de Monswiller (Bas-Rhin)

Fort de 190 années d'expérience dans la conception, la production et la commercialisation de machines agricoles, le Groupe KUHN, appartenant au Suisse Bucher Industries AG coté à la bourse de Zurich, est aujourd'hui un leader mondial du secteur et emploie 5 000 salariés dans ses 11 usines et 11 filiales de distribution sur les cinq continents. Le groupe compte 2 500 salariés en France dont 1 500 à Saverne, son site historique, et à Monswiller.

Les usines alsaciennes du Groupe (140 000 m² couverts sur une surface totale de 60 ha) produisent environ 30 000 machines par an et exportent 70 % de leur production dans une centaine de pays.

L'entreprise poursuit ses investissements sur son site de Monswiller. Le projet d'extension de 26 000 m² et de 23 M€ prévoit des lignes de montage supplémentaires pour les très grandes machines et l'extension des zones de stockage. Les travaux de terrassement pourraient débuter d'ici la fin de l'année. A terme, le site sera dimensionné pour accueillir 160 employés supplémentaires.

LISI FORGES DE BOLOGNE

Région Grand Est

La filiale aéronautique de LISI, premier employeur du département (près de 700 personnes) porte un projet de déménagement de l'usine historique de Bologne pour une relocalisation vers Chaumont dans un outil de production totalement neuf et modernisé pour en faire une usine compétitive dans le cadre du Projet Forges 2020.

Cet investissement constitue pour l'entreprise un saut technologique majeur grâce à une optimisation des flux de pièces ou la généralisation d'ilots robotisés.

Ce projet a bénéficié du soutien financier de l'Etat dans le cadre du PIAVE pour un montant de 5,7 M€ maximum.

Ce projet permettra de conforter les 700 emplois du site dans un département fortement touché par le chômage.

110 M€
investis pour une nouvelle usine modernisée

700
salariés seront mobilisés sur le nouveau site de Chaumont (Haute-Marne)

MERCK MILLIPORE

Région Grand Est

25 M€
investis pour
une augmentation
des capacités
de production

100
créations d'emplois
envisagées
à Molsheim (Bas-Rhin)

MERCK, groupe leader dans le domaine des sciences de la vie et des technologies célèbre cette année ses 350 ans d'existence.

Le site de Molsheim a été fondé en 1972. Depuis son acquisition en 2010, le site alsacien et l'entité juridique à laquelle il est rattaché - Millipore SAS - font partie de l'activité Life Science du groupe MERCK.

Regroupant plus de 1400 employés et produisant plus de 10 000 produits de référence, MERCK Molsheim constitue le 3ème site le plus important du groupe au niveau mondial.

Depuis Molsheim, MERCK fournit le marché mondial en exportant plus de 85% de sa production et la majorité des produits fabriqués en Alsace ne sont fabriqués nulle part ailleurs dans le monde. L'entreprise compte parmi les premiers exportateurs du Grand Est.

Sur les trois dernières années, le site de Molsheim a bénéficié d'un investissement de quelques 21 M€ permettant de concevoir un nouveau bâtiment, mais aussi la création de deux nouvelles lignes de production afin de répondre à la demande des clients et à l'accroissement du marché mondial.

Le site de Molsheim vient d'annoncer de nouvelles perspectives pour un transfert de production à Molsheim et la construction du M Lab™ Collaboration Center fin 2018.

Actuellement le groupe étudie la faisabilité d'un projet d'investissement de plus de 15 M€ à Molsheim afin de renforcer sa capacité de production dans le cadre de ses activités de BioMonitoring (contrôle microbiologique), accompagné d'une hausse des effectifs d'une centaine de personnes.

Par ailleurs, une unité de recherche appliquée va être développée sur 4000 m^2. Estimée à 10 M€, elle répondra aux besoins actuels et futurs du groupe en termes d'espaces tertiaires, dotant ainsi le site d'un centre de collaboration dédié aux clients d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique.

Ces deux projets s'ajoutent aux investissements courants pour la maintenance du site et les augmentations des capacités de production mises en œuvre depuis plusieurs années.

METEX

Région Grand Est

48 M€
investis pour
créer une filiale de
biochimie industrielle

45
créations d'emplois
sur le site de Carling
(Moselle)

La plateforme chimique de Carling accueille METEX NØØVISTA, une première unité de production en biochimie industrielle qui sera opérationnelle en 2020. C'est une diversification qui devrait être suivie d'autres projets pour cette plateforme pétrochimique de Carling en pleine reconversion.

METEX, biotech française de 70 salariés, installée aujourd'hui à Clermont-Ferrand, développe des procédés de fermentation pour la fabrication de molécules biosourcées, produits utilisés notamment pour la cosmétique et l'alimentation animale.

METEX a choisi la plateforme de Carling pour industrialiser ses procédés biochimiques innovants. La création du site en Moselle bénéficie du concours du fonds « Société de Projets industriels (SPI) » de Bpifrance qui détiendra 45 % du capital de METEX-NØØVISTA, société créée à cette occasion. L'investissement s'élève à 48 M€ et devrait permettre la création de 45 emplois.

Ce projet a également bénéficié du soutien de l'Etat, notamment à travers une prime d'aménagement du territoire (PAT) en 2018 d'un montant de 516 000 €, soit 12 000 € par emploi créé.

MOSOLF

Région Grand Est

18 M€
investis pour
la création d'un centre de services techniques et logistiques automobiles

100
créations d'emplois
envisagées
à Vatry (Marne)

L'entreprise d'origine allemande (présente depuis 1950) emploie plus de 2 600 personnes réparties sur une trentaine de centres logistiques et techniques, essentiellement en Allemagne et en Pologne, à destination du secteur automobile. Dans une perspective de développement orienté vers la région parisienne, MOSOLF va implanter un centre de services techniques et logistiques dans la zone d'activité de l'aéroport Paris-Vatry dans la Marne.

La situation géographique de Paris-Vatry, la proximité des axes autoroutiers et la disponibilité foncière sont à l'origine du choix du site.

Les investissements sont prévus à hauteur de 18 M€ (acquisition et aménagement des terrains) et doivent permettre l'embauche de 100 personnes d'ici quatre ans.

L'enjeu local pour l'emploi que représente une telle implantation sur Vatry (commune intégrée dans le périmètre du Contrat de Revitalisation d'un Site de Défense en vigueur sur Chalons) est particulièrement importante.

Par ailleurs, ce projet bénéficiera du soutien de l'Etat, à travers l'octroi d'une Prime d'aménagement du territoire de 322 000 €.

NOVARTIS

Région Grand Est

100 M€

investis pour déployer un projet d'extension d'un site de biotechnologie

100

créations d'emplois envisagés sur le site de Huningue (Haut-Rhin)

Le groupe suisse NOVARTIS a engagé depuis 2016 un projet d'extension de son site de biotechnologie de Huningue représentant un investissement de 100 M€ sur 4 ans et la création d'une centaine d'emplois à l'horizon 2019-2020.

Fleuron industriel du groupe, le site produit des anticorps monoclonaux qui sont des molécules constitutives des biomédicaments. Actuellement, près de 540 collaborateurs se relaient 24h/24 et 7j/7 pour produire des solutions thérapeutiques dans des indications respiratoires, dermatologiques, rhumatologiques ou encore pour les greffes d'organes. Plus de 90% de la production est exportée pour le marché mondial.

Avec son extension de 1500 m² en cours de finalisation, le centre de biotechnologie de NOVARTIS à Huningue augmentera ses capacités de production de 60 %. Le démarrage de la production commerciale est prévu mi 2019, après la phase de qualification et les tests de fabrication. Avec ce projet, le site de Huningue deviendra l'un des plus gros sites au monde dans cette technologie.

C'est son niveau élevé de fiabilité, son expertise et ses infrastructures de qualité qui ont plaidé en faveur du site de Huningue.

En phase avec l'ancrage hexagonal de NOVARTIS, ce projet se distingue par le travail réalisé avec une majorité d'entreprises françaises qui représentent plus de la moitié du budget prévu pour cette extension.

NOVARTIS aura investi quelques 360 M€ dans son centre de biotechnologie de Huningue depuis l'installation de ce dernier au début des années 2000.

PSA

Région Grand Est

220 M€
investis pour déployer un projet de nouvelle génération de moteurs de traction électrique

800
salariés seront mobilisés sur le site de Trémery (Moselle)

Le groupe PSA développe son savoir-faire sur la chaîne de valeur des véhicules électrifiés via l'internalisation de la conception et de la production des chaînes de traction électrique et adapte son outil industriel.

JV PSA - NIDEC investit 220 M€ afin de produire à Trémery (Moselle) une nouvelle génération de moteurs de traction électriques.

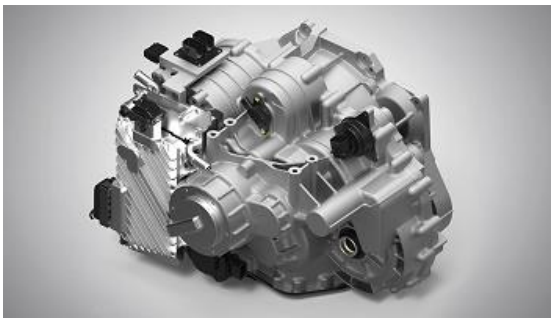
MM. Shigenobu Nagamori, PDG de NIDEC et Carlos Tavares, Président du Directoire du Groupe PSA, ont entériné le 22 mai 2018, la création de la société « Nidec-PSA emotors » – la nouvelle coentreprise de Nidec Leroy-Somer et du Groupe PSA dédiée à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de moteurs de traction électriques.

Soixante-dix ingénieurs ont déjà été recrutés et ont rejoint le siège de la joint-venture à Carrières-sous-Poissy, près de Paris. Ils vont concevoir de nouveaux moteurs de traction électriques qui seront produits à l'usine de Trémery, en Moselle, pour être ensuite intégrés dans des véhicules mild-hybrides (MHEV), des véhicules hybrides rechargeables (PHEV) et des véhicules électriques (EV).

Convaincus de l'importance stratégique du moteur de traction haute performance pour les véhicules électriques, les deux groupes investissent 220 M€ dans la mise en place de ce joint-venture. Cet investissement soutient l'offensive du Groupe PSA vers l'électrification, qui proposera une version électrifiée de tous les modèles de ses marques d'ici 2025.

Par ailleurs, Le groupe PSA et PUNCH POWERTRAIN ont annoncé leur intention de créer la co-entreprise «Punch Powertrain PSA e-transmissions» qui produira la future génération de transmissions électrifiées e-DCT à partir de 2022. Cette boîte de vitesses e-DCT en configuration 48V, équipera les futurs modèles Mild Hybrid (MHEV) du groupe PSA.

Cette boîte à double embrayage électrifiée sera conçue et développée dans les centres de recherche de PUNCH POWERTRAIN en Belgique et aux Pays-Bas et produite sur le site du groupe PSA de Metz. Le site de Metz bénéficiera d'une capacité de production annuelle de 600 000 boîtes de vitesses e-DCT.



SOVAB

Région Grand Est

61 M€
investis pour déployer un projet d'usine 4.0

2 900
salariés mobilisés sur le site de Batilly (Meurthe-et-Moselle)

Usine de carrosserie-montage, filiale à 100% du Groupe Renault, la Société de véhicules automobiles de Batilly (SOVAB) a produit près de 3 millions de véhicules utilitaires depuis sa création en 1980.

Elle fabrique aujourd'hui le Renault Master ainsi que le Nissan NV 400 et l'Opel/Vauxhall Movano et exporte plus de 73% de sa production. L'usine s'appuie sur un réseau de 345 fournisseurs, dont 84% sont basés en France, et 10% dans un rayon inférieur à 100 kilomètres.

Avec environ 2 800 salariés, elle est le premier employeur privé de Meurthe-et-Moselle. Près de 300 collaborateurs, dont 25% de femmes, ont été embauchés en CDI au cours des trois dernières années.

Renault Batilly a aujourd'hui l'ambition de devenir le site de référence du gros véhicule utilitaire en Europe.

Entre 2015 et fin 2018, le site aura ainsi investi 61 M€ pour progresser vers l'usine 4.0, renforcer ses performances, améliorer l'ergonomie de ses postes de travail et préparer son avenir.

Enfin, pour répondre aux demandes des clients et aux nouveaux enjeux du secteur automobile, l'usine Renault de Batilly fabrique depuis mars 2018, une version 100% électrique de Master particulièrement adaptée aux livraisons du dernier kilomètre dans les centres-villes. De même, au 1er semestre 2019, l'usine lancera la phase 2 de Master qui, au-delà d'évolutions de style et de nouvelles prestations, répondra aux exigences des nouvelles normes anti-pollution.

RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

153 milliards € de PIB

Une région française au carrefour de l'Europe du Nord…

Au cœur du 1er bassin de consommation le plus riche d'Europe, les Hauts-de-France disposent d'une situation exceptionnelle, confortée par un important réseau d'infrastructures de transport ouvert sur une large façade maritime.

Cet accès direct à un environnement international a favorisé l'implantation de 1850 entreprises étrangères.

forte de son industrie historique …

L'industrie représente 16,7 % de la valeur ajoutée régionale (source INSEE : base 2014).

La région Hauts-de-France occupe une position de premier plan dans de nombreux domaines : la construction ferroviaire, la fabrication de verre creux, la métallurgie, le textile et l'automobile, l'agroalimentaire, la chimie, etc.

15 % des salariés de la région travaillent dans l'industrie. Tous les secteurs de l'industrie sont présents sur les territoires de la région au travers de grands groupes internationaux et d'un riche tissu de PME.

poursuivant sa mutation vers l'innovation et l'international.

La région poursuit sa mutation vers des secteurs porteurs et des filières d'excellence.

Elle est particulièrement active en recherche et développement. Cette démarche d'innovation s'illustre dans de nombreux secteurs, notamment les filières santé, automobile, santé nutrition et chimie.

L'industrie haut de gamme et de luxe se renforce par une stratégie de coopération pour s'adapter aux nouveaux marchés internationaux. Des secteurs traditionnels tels que le textile ont engagé leur mutation par l'innovation à haute valeur ajoutée. De nouveaux relais de croissance émergent dans la biologie, la santé, le numérique ou les industries de l'environnement.

8 pôles de compétitivité et 14 pôles d'excellence créent des interactions fortes entre entreprises, laboratoires et centres de formation.

Les Hauts-de-France sont la 4ème région exportatrice de France et se situent au 3ème rang des projets d'investissements étrangers créateurs d'emplois.

AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS

Région Hauts-de-France

AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS, créée le 2 juin 2017, est détenue par Safran Aircraft Engines (51%) et le groupe Air France KLM (49%), qui ont investi 20,2 M€ dans une nouvelle coentreprise, dont le projet a été rendu public à l'Elysée le 24 mai 2016.

AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS est dédiée à la réparation d'aubes de compresseur haute pression de moteurs d'avions de ligne provenant des ateliers de maintenance moteurs de SAFRAN et d'AIR France INDUSTRIES KLM Engineering & Maintenance. L'installation disposera de moyens industriels de pointe et mettra en œuvre des procédés métallurgiques de haute technologie. Les procédés de réparation y seront totalement automatisés et le système de traçabilité entièrement digitalisé.

20 M€

investis pour un projet de création d'une usine de réparation de pièces moteurs

La coentreprise emploie actuellement 25 personnes dont 7 anciens salariés de VALLOUREC (formation d'un an commencée en juin 2017) recrutés dans le cadre de la convention tripartite signée le 31 mai 2016 entre VALLOUREC, SAFRAN et AIR FRANCE KLM à la Sous-Préfecture de Valenciennes, en présence d'Emmanuel Macron alors Ministre de l'Economie, du Président de Région et du Préfet.

2019 marquera le début de la phase de production. L'entreprise devrait traiter 25 000 pièces sur l'année et employer plus de 50 personnes à partir du 2ème trimestre.

200

créations d'emplois envisagées à Sars-et-Rosières (Nord)

La montée en cadence progressive d'AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS devrait permettre à horizon 2022 de traiter plus de 200 000 pièces par an et d'employer plus de 200 personnes.

Ce projet de relocalisation bénéficie du soutien de l'Etat depuis 2017, notamment à travers une Prime d'aménagement du territoire de 673 000 €.

COMARCH

Région Hauts-de-France

Le groupe polonais COMARCH a inauguré début 2018 un centre d'hébergement de données informatiques de plus 1 500 m² à Lezennes (près de Lille), dédié à l'ensemble des clients d'Europe de l'Ouest (investissement de 8,3 M€), projet qui a conduit au recrutement de 10 nouvelles personnes en 2017, et devrait créer 30 emplois supplémentaires d'ici fin 2019.

Ce data center, d'une capacité de 2,7 mégawatt à terme, a été inauguré le 20 mars 2018.

8,3 M€

investis pour un projet de création d'un datacenter

30

créations d'emplois envisagées à Lezennes (Nord)

DHAMMA ENERGY

Région Hauts-de-France

80 M€
investis pour déployer un projet de construction d'un parc photovoltaïque

20
créations d'emplois envisagées sur le site de Laon-Athis (Aisne)

La société franco-espagnole DHAMMA ENERGY investira environ 80 M€ pour la construction d'un parc photovoltaïque de 88 MWc sur le site de l'ancien aérodrome militaire de Laon-Athies.

En développement depuis 2010, ce projet, qui recueille un consensus local, y compris la profession agricole et les associations de protection de l'environnement, va permettre la reconversion d'un lieu inutilisé et partiellement dégradé.

Les cinq centrales photovoltaïques qui composent le parc ont été retenues à l'issue d'appels d'offres en 2018 et leur mise en service est attendue pour 2020.

À terme, le projet permettra d'alimenter en énergie propre environ 25 000 foyers par an pendant la durée de vie des parcs et permettra d'éviter l'émission de l'ordre de 50 000 tonnes de CO2 par an.

Le parc photovoltaïque va contribuer à diversifier les sources d'énergie en Hauts-de-France et au développement durable. La région se démarque actuellement en énergie éolienne mais l'énergie solaire n'est pas encore très développée. Le projet de DHAMMA ENERGY va permettre d'augmenter très notablement la capacité photovoltaïque installée actuellement en Hauts-de-France.

FRESH DEL MONTE

Région Hauts-de-France

10 M€
investis pour un projet de création d'une usine de découpe de fruits frais

300
créations d'emplois envisagées à Croixrault (Somme)

FRESH DEL MONTE est un producteur et distributeur de fruits et légumes frais et transformés, qui vend ses produits dans le monde entier sous la marque Del Monte.

Le groupe se développe rapidement sur le segment des fruits et légumes frais découpés qui représente un peu plus de 10% des ventes du groupe.

FRESH DEL MONTE a annoncé en janvier dernier la création et l'extension d'une usine de découpe de fruits frais intégrant une unité de surgélation et une unité de production de jus à Croixrault dans la Somme. L'investissement, d'un montant de 10 M€, prévoit la construction d'un bâtiment de 10 000 m2 sur 5 hectares de terrain qui devrait accueillir 300 personnes. Il permettra de traiter 22 tonnes de matière première par jour. L'usine sera alimentée par l'importation d'ananas du Costa Rica et d'autres fruits exotiques et par la production d'une OP d'agriculteurs locaux (poireaux, choux, carottes).

Le choix de la localisation a pour objectif d'être à mi-chemin entre les pôles d'approvisionnement du groupe et la région parisienne, principale zone de consommation. L'usine devrait être opérationnelle fin 2020.

GENERAL MILLS

Région Hauts-de-France

14 M€
investis pour développer une usine de production de crème glacée

80
créations d'emplois envisagées à Tilloy-lès-Mofflaines (Pas-de-Calais)

Un des leaders mondiaux dans le domaine des céréales et préparations pour petit-déjeuner, le groupe américain GENERAL MILLS produit et distribue plus de 100 marques sur 6 continents. Ses marques les plus connues en France sont Géant Vert, Old El Paso, Häagen-Dazs et Yoplait. Après l'Amérique de Nord, la France représente le deuxième marché pour le groupe.

GENERAL MILLS développe ses marques en France depuis plus de 50 ans. Très récemment, le groupe américain a ouvert sa quatorzième ligne de production dans son usine Häagen-Dazs. Des crèmes glacées qui sont vendues à travers le monde, mais qui sont quasiment exclusivement produites dans l'unité de production de Tilloy-lès-Mofflaines, près d'Arras.

Le site produit 78 millions de litres de crème glacée par an, dont 80 % sont exportés aux 4 coins du globe. Il emploie 390 salariés permanents et environ 200 saisonniers pendant les pics d'activités de janvier à septembre.

La marque mise sur la qualité des ingrédients, un très grand savoir-faire et une recette de base extrêmement simple : du lait et de la crème provenant des 450 fermes du Pas-de-Calais, des œufs collectés auprès de 350 000 poules, du sucre extrait des betteraves cultivées sur le territoire et une vanille d'exception. Les crèmes glacées Häagen-Dazs « Made in France » ne contiennent ni conservateur, ni arôme et colorant artificiel, et contiennent beaucoup moins d'air que la moyenne des glaces, ce qui leur donne une texture si unique.

L'excellence des produits est reconnue par un nombre croissant de consommateurs de plus en plus exigeants et contribue ainsi à son rayonnement notamment à l'export. C'est pourquoi GENERAL MILLS a décidé d'investir dans une nouvelle ligne dédiée à la fabrication de bâtonnets, que le groupe entend commercialiser à travers le monde.

IBM

Région Hauts-de-France

1 000
créations d'emplois envisagées à Lille (Nord) sur le nouveau centre d'innovation d'IBM

C'est à Lille qu'IBM a choisi d'étendre son expertise dans le big data, les applications et la cybersécurité, l'enjeu premier de la transformation numérique.

Quand IBM France est arrivée en 2013 sur le parc lillois Euratechnologies pour y installer un grand centre de services, l'entreprise, un des leaders mondiaux de l'Intelligence artificielle et du Cloud computing, avait promis 700 emplois à terme. En 2018, il y avait déjà 600 collaborateurs, et IBM inaugurait un Centre de cybersécurité, destiné à la détection des incidents.

Installé dans un bâtiment à ossature bois de 6 000 m² (le plus grand de France), IBM envisage la création de 1 000 emplois d'ici à 2021. Cette croissance s'appuie, dans une logique d'inclusion, sur des jeunes diplômés de Bac+2 à Bac+5, mais également sur de nombreuses reconversions professionnelles, dans le cadre d'un partenariat innovant avec les acteurs de la Région et Pôle Emploi.

INNOVAFEED

Région Hauts-de-France

30 M€
investis pour renforcer l'industrialisation de production de farines d'insectes

110
créations d'emplois envisagées sur le site de Nesle (Somme)

INNOVAFEED, start-up spécialisée dans la production de farines d'insectes à destination de l'aquaculture va, après avoir lancé en 2017 un premier site pilote à Gouzeaucourt (Nord), industrialiser sa production à Nesle (Somme). Elle a choisi la mouche Hermetia Illucens, non pathogène et non-invasive, pour en extraire des protéines concentrées. Ce projet implique un programme d'investissements de 30 M€ et la création de 50 à 60 emplois dans un premier temps et 110 d'ici à 3 ans, dans une zone fortement touchée par la désindustrialisation.

INNOVAFEED s'inscrit dans une filière d'économie circulaire en boucle courte, en réutilisant des coproduits de l'agro-industrie largement disponibles sur le territoire français. Le partenariat conclu avec Tereos en juillet 2018, sur le site duquel INNOVAFEED s'implante, en est la traduction. La synergie énergétique et logistique créée permet une économie de 25 000 tonnes de CO2 dans ce système d'approvisionnement et de valorisation.

Le site de Nesle est un site pionnier qui sera la pierre angulaire du déploiement du modèle d'INNOVAFEED qui prévoit la création de 5 sites supplémentaires en Europe sur 2020-2021.

L'Etat accompagne l'entreprise notamment dans le cadre de ses démarches administratives et pour le financement. En ce qui concerne les aides publiques, une aide via la convention de revitalisation de GOODYEAR a été validée en septembre 2018 à hauteur de 11 000 € par emploi pour les 50 premiers emplois.

Par ailleurs, l'entreprise a été accompagnée dans son développement par une prime d'aménagement du Territoire en 2017 pour la création de son premier site industriel à Gouzeaucourt (660 000 € pour la création de 60 emplois).

KUBOTA

Région Hauts-de-France

100
créations d'emplois envisagées à Crépy-en-Valois (Oise) pour un projet de création d'un centre européen de R&D à dimension internationale

Fondée en 1890, KUBOTA Corporation est une entreprise japonaise qui a développé 3 pôles d'activité : les machines agricoles et industrielles, les systèmes et équipements industriels (tuyauteries, vannes) et l'ingénierie de l'environnement.

Implantée en France depuis 1974, KUBOTA, filiale de KUBOTA Corporation, est numéro 1 en Europe avec ses mini pelles, ses tracteurs compacts et ses moteurs industriels diesel de moins de 50 ch. Après l'implantation d'une usine d'assemblage de tracteurs agricoles en 2013 à Bierne près de Dunkerque, KUBOTA a annoncé en juillet 2018 l'implantation à Crépy-en-Valois, d'un centre européen de R&D à dimension internationale. À la clé, la création de plus de 100 emplois aux profils hautement qualifiés : techniciens, ingénieurs et docteurs.

Le site de Crépy-en-Valois l'a emporté face à d'autres candidatures en France et en Europe. En coordination avec Business France et Nord France Invest, le projet a été accompagné par l'État, la Région Hauts-de-France, le Conseil départemental de l'Oise et la Communauté de Communes du Pays de Valois.

Sur un site d'environ 30 hectares, seront édifiés plusieurs bâtiments, pour une surface totale de 10 000 à 12 000 m², ainsi qu'une piste d'essai et la possibilité de tester le matériel et les prototypes sur des terres agricoles adjacentes.

MAUBEUGE CONSTRUCTION AUTOMOBILE (MCA)

Région Hauts-de-France

Créée en 1971 par la Société des Usines Chausson, filiale à 100% de Renault depuis 1978, MAUBEUGE CONSTRUCTION AUTOMOBILE (MCA) s'est spécialisée dans la fabrication de véhicules utilitaires légers. Depuis le début de la commercialisation du Kangoo en 1997, plus de 3 500 000 unités sont sorties des chaînes de l'usine.

Premier employeur privé du territoire de Maubeuge-Val de Sambre avec plus de 2 200 salariés et près de 300 embauches en CDI depuis 2015, MCA marque son implication dans l'économie régionale grâce à une intégration locale poussée et à un rôle actif dans son bassin d'emploi.

L'usine de Maubeuge est aujourd'hui la plus performante du Groupe RENAULT en France, et son savoir-faire s'exporte à l'international, puisque plus de 60% de la production est livrée dans le monde entier, dont 20% hors d'Europe.

2 200
emplois préservés sur le site de Renault à Maubeuge (Nord)

Usine-clé dans la stratégie électrique du groupe RENAULT avec Kangoo ZE, pionnier et leader incontesté sur le marché des fourgonnettes 100% électriques en Europe depuis son lancement en 2011, RENAULT Maubeuge va bénéficier d'investissements pour la production de la prochaine génération de la famille Kangoo, dont Kangoo ZE.

Le site s'inscrit enfin dans la politique de développement durable du groupe RENAULT et poursuit une démarche d'amélioration continue afin de réduire les impacts environnementaux de son activité. Des actions spécifiques sont menées sur le recyclage de l'eau de pluie, sur les économies d'énergie ainsi que le recyclage et le tri des déchets.

NIGAY

Région Hauts-de-France

20 M€
investis pour la création d'une seconde unité de production de caramel

20
créations d'emplois envisagées sur le site de Nesle (Somme)

NIGAY est l'un des principaux fabricants européens de caramels aromatiques et de caramels colorants pour l'agroalimentaire. C'est une entreprise familiale, créée en 1855 sous forme d'une féculerie et d'une glucoserie en 1910. Elle s'est reconvertie en 1973 dans la fabrication de caramels en rachetant une entreprise familiale elle aussi, ancestrale. L'entreprise dispose actuellement d'un site unique à Feurs dans la Loire et emploie environ 250 personnes.

L'activité de NIGAY n'a cessé de croître ces dernières années. De 3000 tonnes de caramel produites en 1973, l'entreprise est passée à une production de plus de 65 000 tonnes en 2017.

NIGAY a lancé début 2017 un programme d'investissement de 20 M€ sur trois ans pour la création d'une seconde unité de production qui sera située à Nesle dans la Somme, au cœur d'un bassin de transformation de matières premières agricoles nécessaires à la confection de ses produits, ce qui constitue un atout majeur pour son approvisionnement. Son implantation à côté du site de TEREOS permettra l'approvisionnement direct en glucose et le partage des utilités (vapeur, eau, traitement des eaux usées).

NIGAY se place également dans une démarche pionnière de développement durable depuis les années 2000 en cherchant à réduire son empreinte carbone par une diminution du transport de matières premières et par le développement du transport multimodal de ses produits finis (maritime et fluvial en particulier, en intégrant les perspectives du futur canal Seine – Nord Europe).

Ce projet permettra la création de 20 emplois. La formation de la nouvelle équipe est un des enjeux majeurs du projet : elle s'inscrira dans la démarche globale de NIGAY de Qualité de Vie au Travail.

Les travaux sont actuellement en cours de réalisation, la mise en service étant prévue pour 2019.

Ce projet a bénéficié du soutien de l'Etat, à travers une prime d'aménagement du territoire (PAT) en 2017 d'un montant de 200 000 €, soit 10 000 € par emploi créé.

NOVARES

Région Hauts-de-France

4,5 M€
investis pour un projet de modernisation de l'outil de production

500
emplois préservés

NOVARES Group, spécialisé dans les équipements plastiques automobiles, emploie plus 10 000 Salariés dans 21 pays, dont 1800 en France, incluant plus de 500 salariés dans les Hauts-de-France.

Le Groupe a investi 4,5 M€ à Libercourt (Pas-de-Calais) pour moderniser son outil de production, et a lancé la rénovation de son Centre d'Excellence Moteurs situé à Lens pour environ 4 M€.

Sur son site de Libercourt, NOVARES France compte 210 salariés et produit des équipements plastiques automobiles couvrant les trois secteurs (carrosserie intérieure et extérieure, moteur). Un des axes stratégiques du groupe est l'innovation puisque NOVARES développe et installe ses solutions innovantes sur des véhicules roulants depuis 2016 (SMT1, SMT2).

Ainsi, le Concept Car de NOVARES « NOVA CAR #1 » met en valeur les 16 innovations développées par le groupe : smart nano bar (mini-barres de toit intelligentes calculant le poids de charge de la voiture), flush door handle (éclairage et automatisation des poignées de porte flush), flex view (caméras extérieures et écrans intérieurs intelligents intégrés à la voiture, remplaçant les rétroviseurs), Touch'n Play et Touch'n Feel (surfaces sensitives sur panneau customisable du tableau de bord permettant de commander les applications du tableau de bord et d'implanter ses applications préférées).

NTN

Région Hauts-de-France

19 M€

investis pour un projet de modernisation du site de Crézancy (Aisne).

L'usine NTN de Crézancy appartient aujourd'hui au groupe japonais du même nom qui fête son 100e anniversaire. Le site de 20 000 m^2 est composé de forges et d'ateliers d'outillage de pièces en acier, pour l'industrie automobile.

NTN possède sa propre forge à Crézanzy (02). Le site est composé de trois ateliers de forge et d'un atelier de fabrication d'outillages de forge, pour une production hebdomadaire d'environ 165 000 pièces. Deux technologies sont mises en œuvre : la forge à chaud et le calibrage à froid.

Un plan de modernisation appelé « Forger le futur » conduira NTN à investir au total 19 M€ jusqu'en 2026. Un premier investissement de 4 M€ est déjà lancé permettant une augmentation capacitaire du site. Une deuxième étape devrait être lancée en 2021/2022 visant à moderniser l'outil de production avec un niveau d'investissement d'environ 11 M€. Puis une troisième étape d'investissement d'un peu plus de 4 M€ permettra un accroissement capacitaire supplémentaire en 2025/2026.

PANGNIU FOOD

Région Hauts-de-France

2 M€
investis pour
une usine de production
alimentaire

30
créations d'emplois sur le
site de Charmes (Aisne)

PANGNIU FOOD FRANCE est une société chinoise qui compte 250 salariés et qui a implanté son siège social à Paris.

PANGNIU FOOD FRANCE a annoncé en 2017 l'implantation d'une usine à Charmes et la création de 30 emplois dans les trois années à venir.

L'usine de Charmes, unique en Europe, est destinée à la production pour le marché français et européen, principalement vers la Belgique et l'Allemagne, de produits à base de protéines végétales, telles que tofu, lait de soja, pousses de soja et nouilles chinoises fraîches.

La production a commencé en juin 2018. Destinée dans un premier temps aux magasins asiatiques d'Ile-de-France et de la région lilloise, elle devrait être disponible prochainement dans les grandes surfaces du Pays Chaunois.

Les fèves de soja proviennent du Canada mais la société pourrait faire appel à des producteurs axonais. Dans cette perspective, elle a été mise en relation avec la chambre d'agriculture de l'Aisne.

RENAULT DOUAI

Région Hauts-de-France

3 500
emplois préservés
à Douai (Nord)

Créée en 1970, l'usine RENAULT de Douai compte près de 3 500 salariés et produit les véhicules haut de gamme de la marque.

Le constructeur a annoncé en juin 2018 qu'il allait investir plus d'un milliard d'euros en France d'ici à 2022 pour le développement et la production de véhicules électriques.

L'usine de Douai est retenue parmi les quatre sites majeurs pour cet investissement.

Le groupe français prévoit notamment l'introduction sur le site de Douai d'une nouvelle plateforme électrique de l'Alliance RENAULT-NISSAN-MITSUBISHI sur laquelle démarrera, à partir de 2021, l'industrialisation de deux nouveaux véhicules 100 % électriques. A cela s'ajoute la création d'une nouvelle activité d'assemblage de batteries pour véhicules électriques.

Ce projet concerne tous les départements de fabrication et conduira à restructurer en profondeur et à moderniser l'usine pour hisser sa performance au meilleur niveau.

En outre, le 25 septembre 2018, le groupe RENAULT a annoncé le lancement du projet « Advanced Battery Storage » visant à construire d'ici à 2020 le plus important stockage stationnaire d'électricité jamais conçu à partir de batteries électriques en Europe. Les premières installations seront réalisées début 2019 sur plusieurs sites, dont celui de Douai.

Enfin, les futurs véhicules électriques industrialisés sur le site bénéficieront des résultats du projet collaboratif COCTEL, coordonné par Renault et financé par le PIA, dont l'objectif est de créer des modèles, méthodes et outils pour la conception des chaînes de traction électriques.

ROCKWOOL

Région Hauts-de-France

Projet de création d'une unité de production de laine de roche

150
créations d'emplois envisagées près de Soissons (Aisne)

Le groupe danois, producteur de laine de roche, est installé en France depuis 1978 et emploie 816 salariés dont 700 dans son usine basée à Saint-Eloy-les-Mines (63) en Auvergne.

ROCKWOOL produit, localement et dans une démarche d'innovation continue, des solutions en laine de roche pour le secteur de la construction afin de répondre aux besoins modernes d'isolation, de protection et de confort, tout en respectant les impératifs d'éco-responsabilité.

Il a lancé en septembre 2018 une étude de faisabilité pour créer une 2ème unité de production sur le parc d'activité du Plateau près de Soissons. La création de cette usine permettrait au groupe d'augmenter sa capacité de production annuelle de 110 000 tonnes de laine de roche ce qui équivaut à l'isolation complète d'environ 80 000 maisons individuelles. Cette production serait dédiée pour partie à la France puis au marché européen. Dans l'hypothèse d'une implantation à Soissons, la construction et la mise en fonctionnement de la future usine représenterait un investissement de 130 à 150 M€ et des recrutements allant jusqu'à 150 emplois directs et plus de 300 emplois indirects.

ROCKWOOL travaille son projet d'installation en concertation avec les services de l'Etat, Business France, la Région Hauts-de-France et Grand Soissons Agglomération, avec l'objectif de valider une décision courant 2019.

TOYOTA

Région Hauts-de-France

300 M€
investis
pour l'introduction
d'une nouvelle
plateforme destinée à la
production des futurs véhicules

700
créations d'emplois
annoncées sur le site
d'Onnaing (Nord)

Opérationnel depuis 2001, le site de production de TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE (T.M.M.F.), emploie aujourd'hui 4 000 personnes.

D'un concept novateur, le site a été conçu afin de respecter l'environnement et permettre aujourd'hui la revalorisation de 100% des déchets de production. Le bâtiment se caractérise par un agencement compact permettant d'optimiser les flux physiques et les flux d'informations.

Après dix-sept ans de fonctionnement, le site d'Onnaing bénéficiera d'un investissement massif d'un montant de 300 M€ pour moderniser son outil de production afin de préparer l'introduction d'une nouvelle plateforme. Cet investissement pourrait permettre à la société de concrétiser son projet de produire deux véhicules sur cette même plateforme.

TOYOTA Valenciennes devrait ainsi pouvoir assembler quelque 300 000 voitures par an, contre 230 000 en 2017. Cet investissement s'accompagnera de la création de près de 700 emplois lorsque le site aura atteint sa pleine capacité.

WIZPAPER

Région Hauts-de-France

16 M€
investis
pour le redémarrage de la production d'une usine de papier

80
créations d'emplois annoncées sur le site de Wizernes (Pas-de-Calais)

La production de l'usine de papier de Wizernes, appartenant alors à la société ARJOWIGGINS, avait été arrêtée en 2015. Le 11 septembre 2018, La famille BREBAN a annoncé le rachat du site industriel de Wizernes par la société WIZPAPER. La reprise du site et son redémarrage nécessite un investissement de 16 M€.

Le redémarrage du site prévoit la production de papier pour ondulé et la mise en place d'une activité de découpe. Cette réorientation nécessite un repositionnement stratégique complet du site de Wizernes, incluant notamment l'acquisition d'équipements pour l'utilisation de papier recyclé comme matière première. L'entreprise sera alors dans une dynamique d'économie circulaire. Cette réorientation nécessite également la formation des effectifs à venir.

Par ailleurs, ce projet bénéficiera du soutien de l'Etat, à travers l'octroi d'une Prime d'aménagement du territoire de 700 000 €, soit 5 800 € par emploi créé.

YNSECT

Région Hauts-de-France

60

créations d'emplois dans une unité de production de protéines à base d'insectes sur le site de Poulainville (Somme)

Deux ans après avoir lancé son premier démonstrateur industriel à Dole (Jura), la start-up ŸNSECT, pionnière de la production de protéines à base d'insectes, va s'installer près d'Amiens à Poulainville (Somme). Cette nouvelle filière innovante vise à répondre au déficit mondial en protéines animales. ŸNSECT va produire à partir des larves de scarabées Molitor des protéines qui seront valorisées dans l'alimentation des animaux de compagnie et des poissons d'élevage, ainsi que des engrais organiques pour la fertilisation des grandes cultures, du maraichage et des vignes.

Avec un investissement très significatif, ŸNSECT ambitionne de créer, sur un terrain de 18 hectares, sa première unité de production à grande échelle, ŸNFARM. Afin de garantir, à l'issue du cycle de croissance des Molitor, une qualité de la matière première dont seront extraites les protéines, l'unité sera très technologique et automatisée ; une véritable première mondiale, reposant sur un savoir-faire unique et 22 brevets.

Les retombées de ce projet pour le territoire sont multiples : création d'une soixantaine d'emplois directs à court terme, plus de cent à terme ainsi que plusieurs centaines d'emplois indirects ; mais aussi une centaine d'emplois supplémentaires possibles grâce au projet de constitution d'un bioparc agriculture high-tech autour de la valorisation des coproduits et effluents d'ŸNFARM.

La pose de la première pierre est prévue courant 2019.

L'entreprise a bénéficié du soutien de l'Etat, à travers une prime d'aménagement du territoire (PAT) en 2015 pour la création de son premier site industriel à Choisey dans le Jura d'un montant de 500 000 € soit 10 000 € par emploi créé.

DIRECTION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES

Le sens de l'entreprise pour l'intérêt général

DIRECTION GÉNÉRALE
DES ENTREPRISES

www.entreprises.gouv.fr